

<http://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article855>



La paix, enjeu d'intérêt public ou instrument tactique ?

- International -



Date de mise en ligne : jeudi 8 novembre 2018

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

La commémoration du 11 novembre reste un sujet très sensible pour nos compatriotes et devrait donner lieu à un vrai débat sur la politique étrangère de la France.

Certes, Macron se rend sur les champs de bataille et rencontre les populations locales. Certes, il s'émeut avec raison des abominations de ce conflit, des millions de morts ou mutilés et de la débauche d'armement. Mais, restant au niveau de l'émotion, il laisse de côté l'analyse politique de la guerre et de la victoire de 1918.

Or, c'est justement cet « a côté » qui doit intéresser les citoyens car c'est justement cela qui est porteur de sens pour construire l'avenir. Ce n'est pas par hasard que, dans le même temps, le Président de la République décide unilatéralement que nous serions revenus aux années 30. Là encore, jouant sur la fibre de l'inquiétude, il empêche toute analyse sérieuse de la situation en simplifiant à outrance. Il désigne notamment les méchants et, par voie de conséquence, le gentil : LUI.

Le « gentil » a donc alors les mains libres pour définir une vision internationale, la politique française qui doit l'accompagner et accessoirement comment voter aux européennes. Depuis l'origine, sa vision est claire : le rapprochement le plus étroit de la France et de l'Allemagne est synonyme de paix et doit guider la construction européenne. Peu lui importe les contradictions qui traversent l'Allemagne, peu lui importe la reconfiguration géopolitique du monde, peu lui importe les raisons qui conduisent d'autre pays à la radicalisation, surtout lorsque celle-ci est conséquence des politiques économiques et sociales imposées par l'Union européenne.

Dans un tel contexte, le forum pour la paix s'apparente plus à une opération de communication qu'à une vraie conférence de la paix. Faisant semblant d'ignorer les contradictions du monde ou n'ayant pas les capacités de l'analyser, Macron se veut le flambeau d'une certaine forme de fusion franco-allemande. C'est le sens réel de la suppression du défilé militaire du 11 novembre. Mais avec quel gouvernement à Berlin doit s'effectuer cette opération ? Au moment où Madame Merkel est en sursis, la question n'est pas anecdotique. Cela ne semble pas être dans le champ des questions que se pose le locataire de l'Élysée. Et, alors que les citoyens français ne sont même pas informés de ces éventualités, la question de la légitimité d'un tel processus ne semble pas le troubler non plus.

Personne ne pourrait nier que la question du partage avec l'Allemagne de la force de frappe ou du siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU soit un enjeu public. Alors, que signifient les échos qui traversent aujourd'hui la presse évoquant de discrètes discussions à ce sujet ? Emmanuel Macron considèrerait-il que ces questions relèvent du fait du prince ? Où ne sont-ce que des rumeurs ? Dans cette période dangereuse, il ne serait pas acceptable que des sujets aussi stratégiques ne soient traités qu'à huis clos et que les citoyens ne soient abreuvé que de bons sentiments alors que c'est leur avenir qui est en cause.